



Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !
LA FLAMME

N° 603 du
Vendredi
01 Juillet.
2025

ORGANE POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE DU BENIN

Rédacteur en Chef : Denis SINDETE

Prix : 300 Fcfa

ISSN 1607-3266 La Flamme (Cotonou) 01 BP 2582 RP COTONOU (Rép. Bénin) Tel: 97263620 Facebook : La Flamme Siteweb: www.la-flamme.org

Dépôt légal N° 603

Abonnements : Mensuel : 1.500 FCFA - Trimestriel : 4.000 FCFA - Semestriel : 8.000 - Annuel : 15.000 FCFA

Abonnements de soutien : A partir de 400 FCFA / Parution

Supplément de La Flamme N°603

Décision du Bureau Politique du

Parti Communiste du Benin (PCB)

portant rupture des relations avec

le Parti Communiste Révolutionnaire

Voltaïque (PCRVR).

EDITORIAL**SE DEMARQUER DES POSITIONS CONFUSIONNISTES
ET REACTIONNAIRES POUR FAIRE AVANCER LA
REVOLUTION EN AFRIQUE**

Le 25 mai 2025, le Bureau Politique du Parti Communiste du Bénin (PCB) a décidé de la rupture de ses relations avec le Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque (PCRVR). Cette décision découle des positions du PCRVR depuis notamment l'avènement du pouvoir du MPSR2 d'Ibrahim TRAORE, confronté aux assauts coordonnés de l'OTAN, de la France et des groupes terroristes armés instrumentalisés par eux. En ayant une approche réactionnaire du tournant actuel où se trouve le continent africain et particulièrement la situation au niveau de l'Afrique de l'Ouest avec les contradictions qui la traverse et l'éveil des peuples qui s'ensuit, le PCRVR s'est placé dans le camp des ennemis contre le peuple Burkinabè et les peuples d'Afrique.

Nous publions dans ce numéro spécial :

I- La décision du Bureau Politique du PCB.

II- Les analyses critiques qui fondent cette décision et qui datent de mai 2024

Cotonou, le 28 juin 2025

Le Parti Communiste du Bénin

La Rédaction

I-

Décision du Bureau Politique du Parti Communiste du Bénin PCB portant rupture des relations avec le Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque (PCRVR).

MOTIVATIONS.

1°-Considérant que nos deux Partis, le Parti Communiste du Bénin (PCB) et le Parti Communiste Révolutionnaire voltaïque (PCRVR) ont inscrit dans leur programme politique respectif (PCRVR comme PCB), à partir du caractère néocolonial de nos Etats, la Révolution appelée à cette phase de la lutte de leurs peuples, à savoir la Révolution Nationale, Démocratique et Populaire (RNDP) et auquel le PCB a ajouté « Anti-Impérialiste »).

2°-Considérant que dans la logique de cette analyse, il est déterminé à l'étape actuelle, dans nos programmes, les trois contradictions fondamentales qui caractérisent aujourd'hui la société burkinabè comme béninoise dont « la première – et la principale- oppose les peuples du Bénin (comme du Burkinabè) dans leur ensemble à l'impérialisme international, français en particulier et à la bourgeoisie bureaucratique et comprador, son complice...».

3°- Considérant qu'à l'heure actuelle, le pouvoir issu du Putsch de 30 Septembre 2022, dirigé par le Capitaine Ibrahim Traoré -

tout comme ses homologues du Mali et du Niger pose des actes dont l'essentiel va dans le sens de la rupture d'avec le Pacte colonial français dont :

Entre autres :

-au plan politique : rupture des accords néocoloniaux avec la France coloniale notamment accord de défense avec exigence du départ des troupes d'occupations coloniales françaises des territoires ;

-au plan économique : la proclamation de la fin du pillage éhonté des ressources et la mise en chantier des plans souverainistes, ambitieux d'édification économique du Burkina Faso avec la souveraineté progressive sur les ressources du sous-sol et du sous-sol qui doivent servir d'abord et avant tout les intérêts du peuple ; que ce pouvoir pose des premiers pas dans le sens de la réalisation de l'autosuffisance alimentaire, autosuffisance en matière énergétique etc.

-au plan culturel ; la rupture des accords de sujétion culturelle et la sortie du carcan de la Francophonie, la débaptisation des rues et places de noms coloniaux, la réécriture de l'histoire réelle et patriotique du Burkina Faso etc.

4°-Considérant qu'au regard de ces actes patriotiques, l'impérialisme français mène une guerre atroce contre le pouvoir d'Ibrahim Traoré par supplétifs terroristes interposés et que ce Pouvoir aujourd'hui constitue la Cible privilégiée de l'impérialisme international, français et ses alliés, en particulier en Afrique.

5°- Considérant que, face à cette situation, la position du PCRVR s'inscrit dans la ligne de l'opposition systématique à ce pouvoir pris comme cible à abattre, mettant ainsi le PCRVR du même côté que le colonialisme français ; positions maintes fois exprimées à travers les positions officielles du Parti au nom du principe « qu'il ne faut pas s'appuyer sur un impérialisme pour combattre un autre », et le pouvoir d'Ibrahim Traoré taxé de « un groupe de bonapartistes réactionnaires qui gouvernent par le mensonge, la démagogie, la manipulation et la terreur ».

Que selon les déclarations du PCRVR, la guerre, qui est en cours au Burkina Faso donc dans tout le Sahel, est une « guerre civile réactionnaire » opposant des protagonistes bourgeois-pro-impérialistes « entretenue par les puissances impérialistes et leurs alliés... » ; et « que les Groupes armés terroristes (GAT) ne sont que des forces d'une fraction bourgeoise pro-impérialiste en guerre contre une autre fraction et donc constituent une force autonome de l'Impérialisme français ».

Ce qui signifie que, selon la position officielle du PCRVR, la guerre en cours au Burkina Faso n'est pas une guerre d'agression impérialiste française par « terroristes » interposés ; mais une « guerre civile réactionnaire »

Et que la lutte actuelle du PCRVR, c'est la lutte contre « la fascisation » du pouvoir et non en premier lieu contre l'impérialisme colonial français.

6°- Considérant qu'au déclenchement de la guerre coloniale française au Mali en 2012, les trois Partis (PCRVR, Parti

Communiste de Côte d'Ivoire -PCRCI- PCB) réunis à Cotonou ont adopté en « Déclaration conjointe » la position suivante :

« -Au regard de la gravité de la situation dans la sous-région ouest-africaine et particulièrement au Mali, les Partis politiques soussignés réunis à Cotonou ce jour 08 Mars 2013, ont décidé de rendre publique la Déclaration que voici :

Le vendredi 11 janvier 2013, l'impérialisme français sous la conduite de François Hollande a déclenché une guerre d'agression néocoloniale au Mali avec le soutien des autres puissances impérialistes telles celles de l'Union Européenne et les USA. Les gouvernements des pays membres de la CEDEAO servant d'appui dans cette intervention armée avec l'envoi des troupes comme forces supplétives de l'armée française. ...

En réalité, comme nos trois partis (PCB- PCRCI- PCRV) le soulignaient dans leur déclaration conjointe du 10 décembre 2012, les enjeux véritables de cette guerre réactionnaire néocoloniale, sont :

- *Politiques, géostratégiques, et militaires en rapport avec la lutte pour le repartage du monde et du continent africain :*
- *Economiques (accès au pétrole du golfe de Guinée, de l'uranium du Niger et des métaux précieux dont regorge la sous-région, de l'énergie solaire, du cacao, du café, etc.)*
- *La lutte des impérialistes anglo-saxons (USA, Grande Bretagne) et français pour contrer la pénétration dans la sous-région de nouveaux acteurs tels que la Chine, l'Inde, le Brésil, etc. ;*
- *La volonté des puissances impérialistes d'étouffer toute sorte de contestation des masses populaires acculées à la misère et souffrant du manque de liberté politique, ainsi que de la répression exercée sur elles par des pouvoirs corrompus, leur volonté d'écraser tout mouvement révolutionnaire insurrectionnel...*

...Les Etats membres de la CEDEAO et de l'UA ont été entraînés dans la guerre réactionnaire néocoloniale en cours au Mali par l'impérialisme français au mépris des aspirations et de la sécurité des peuples de ces Etats. .. C'est pourquoi nous, PCB, PCRCI et PCRV, signataires de la présente Déclaration :

- Condamnons cette guerre injuste menée contre la souveraineté du peuple malien et ses intérêts légitimes.

Déclarons que cette guerre n'est pas seulement dirigée contre le peuple malien mais contre l'ensemble des pays et peuples de la sous-région ouest-africaine

-Dénonçons par conséquent la présence des troupes d'agression étrangère impérialistes au Mali, et dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest, (française, américaine, anglaise etc.) y compris celles des pays membres de la CEDEAO et de l'UA. et exigeons leur départ immédiat » (Fait à Cotonou le 08 Mars 2013-Parti Communiste du Bénin (PCB), Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire (PCRCI), Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque (PCRV) Burkina Faso) ».

Considérant très clairement que la guerre qui se déroulait au Mali et dans la sous-région ouest-africaine selon la déclaration commune, est une guerre d'agression impérialiste coloniale par terroristes interposés.

-Vu qu'aujourd'hui, la position du PCRV selon laquelle la guerre, qui est en cours au Burkina Faso est une « guerre civile réactionnaire » opposant des protagonistes bourgeois-pro-

impérialistes et n'est plus une guerre d'agression française avec les Groupes Armés Terroristes (GAT », comme instruments »

Vu que cela constitue un changement de position de principe adopté de commun accord entre nos Partis.

Vu que ce faisant le PCRV se met du même côté que l'impérialisme dominant chez lui, l'impérialisme français, c'est-à-dire du même côté que l'ennemi principal de son peuple et se détermine la même cible à combattre, le pouvoir de Traoré ; qu'ainsi cela signifie la négation de la Contradiction principale, la négation de l'objectif stratégique des luttes du peuple du Burkina Faso et une collaboration avec l'ennemi.

Ce qui constitue un renoncement pur et simple à la ligne et au combat anti-impérialistes.

DECISION

Le Bureau Politique du Parti Communiste du Bénin réuni en Session extra-ordinaire constate le renoncement par le Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque de sa ligne anti-impérialiste et son alignement sur les positions de l'impérialisme français au Burkina Faso

Décide par voie de conséquence, de rompre les relations existantes entre le PCRV et le PCB

Décide d'en informer les Partis frères engagés dans le même combat anti-impérialistes et de rendre publique cette décision à toutes fins utiles.

Adopté à l'unanimité et par acclamation.

Cotonou le 24/5/2025.

II

CRITIQUE DES POSITIONS DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRES DE CÔTE D'IVOIRE.

DES DEVIATIONS DROITIÈRES DES CAMARADES DU PCRV

I- EXPOSE DES POSITIONS DES CAMARADES DU PCRV

Dans l'éditorial du Numéro 130d'avril 2024 de « Bug-Parga », Organe politique du PCRV on lit ceci « Les peuples du monde en général et ceux d'Afrique en **particulier** ont pu tirer leçon de cette crise, à savoir- le soutien massif des pays occidentaux l'Ukraine, qui bénéficient d'argent, d'armement de renseignements d'appui des **forces** combattantes et le refus du même soutien aux pays d'Afrique en général et du Sahel **en particulier** qui luttent contre le terrorisme.- la duplicité des puissances impérialistes occidentales qui sont de connivence avec les GAT » (Entendez Groupes Armés Terroristes)

Plus loin il est « écrit « Profitant de l'aspiration des populations à la paix, des juntes militaires se sont installées dans le but disent-elles de faire la guerre »

Après avoir cité longuement des cas de massacres de populations et de déplacés internes le journal poursuit « Les autorités de la transition communiquent peu sur ces réalités et voient d'un mauvais œil les sources d'information sur la situation réelle dans le pays qu'elles considèrent comme des vecteurs de déstabilisation du pays, voire leurs ennemis »

Cet Editorial est signé du Comité Central du PCRV et donc est de voix autorisée.

L'Article Central du Journal intitulé dit ceci : « Le Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR-2) et son Leader, le Capitaine Ibrahim Traoré : un groupe de bonapartistes réactionnaires qui Gouvernent par le Mensonge, la démagogie, la manipulation et la terreur ». Dans cet article on lit « Plus d'un an après les annonces fracassantes de mettre fin à la guerre civile réactionnaire au bout de 3 mois, que pouvons-nous constater ; nous sommes loin du compte... Par contre, les constats majeurs que l'on peut faire de manière irréfutable sont les suivants : ...les tensions des relations, avec l'impérialisme français. Bien qu'il soit en grande difficulté après avoir perdu des positions, français demeure toujours dominant avec des cartes importantes toujours en main dans notre pays et dans la sous-région » ...la destruction progressive des institutions essentielles de l'Etat de Droit (Conseil Supérieur de la Magistrature, le Conseil Supérieur de la Communication) à travers leur mise sous tutelle par le clan militaire... »

Ainsi écrit le Journal « La démagogie populiste aux accents souverainistes du MPSR-2 et ses principaux animateurs vise à faire illusion et à tromper un moment une partie de notre peuple ; mais cela ne changera pas fondamentalement la dépendance et la domination néocoloniales de notre pays ».

Face à cette analyse, le PCRV appelle le peuple du Burkina Faso à s'organiser afin de

- Se battre contre toute forme de restauration de type fasciste...
- Se battre pour les droits sociaux dans un contexte de vie chère et d'insécurité engendrée par la guerre civile réactionnaire, entretenue par les puissances impérialistes et leurs alliés...
- Se départir des illusions putschistes et électoralistes
- Se battre pour l'indépendance véritable et la souveraineté nationale, inséparable de la lutte contre la domination impérialiste, principalement française dans notre pays ; la lutte contre toute forme de domination impérialiste, est incompatible avec le fait de vouloir se mettre sous la coupe d'un autre impérialisme notamment, l'impérialisme russe
- Lutter contre les Groupes Armés Terroristes et leurs relais... »

Que comprendre comme synthèse de cette longue citation ?

On peut comprendre ceci :

1° Que la guerre, qui est en cours au Burkina Faso donc dans tout le Sahel est une « guerre civile réactionnaire » opposant des protagonistes bourgeois-pro-impérialistes « entretenue par les puissances impérialistes et leurs alliés... »

2° Que les Groupes armés terroristes (GAT) ne sont que des forces d'une fraction bourgeoise pro-impérialiste en guerre contre une autre fraction et donc constituent une Force autonome de l'Impérialisme français.

3°- Que ce qu'il faut souligner c'est « la duplicité des puissances impérialistes occidentales qui sont de connivence avec les Groupes Armés terroristes » (GAT)

4°- Que le Capitaine Ibrahim Traoré et son régime de Transition n'est qu'une « junte », un « Groupe de bonapartistes réactionnaires qui gouvernent par le Mensonge, la démagogie, la manipulation et la terreur »- poursuivent des « sources d'information » crédibles (sûrement les autrement dit, les sources d'information des grands mass media impérialistes tels RFI, France 24 et autres TV5) ; procèdent à « la destruction progressive des institutions essentielles de l'Etat de Droit (Conseil Supérieur de la Magistrature, le Conseil Supérieur de la Communication) à travers leur mise sous tutelle par le clan militaire... »

Pour procéder à la critique de tout ce développement, nous allons commencer par l'exposé des principes qui fondent nos Partis politiques (Caractère des Etats néocoloniaux « Enclos français » d'Afrique tels Bénin, le Burkina Faso et autres Sénégal Côte d'Ivoire etc.) et la détermination des principes stratégiques qui y correspondent.

II- LA QUESTION DE LA CONTRADICTION PRINCIPALE ET L'IMPERIALISME DOMINANT AU BURKINA FASO

Dans le programme politique du PCRV comme du PCB, à partir du caractère néocolonial de nos Etats, la Révolution appelée à cette phase de la lutte de leurs peuples est dite Révolution Nationale, Démocratique et Populaire (RNDP) et auquel le PCB a ajouté « Anti-Impérialiste) pour souligner, (à l'époque de leur création respective (1977 pour le PCD et 1979 pour le PCRV), qu'il ne s'agira pas de se libérer d'un impérialisme pour tomber sous la coupe d'une autre puissance impérialiste.

De façon plus précise, il est déterminé à l'étape actuelle, dans nos programmes, les trois contradictions fondamentales qui caractérisent aujourd'hui la société burkinabè comme béninoise dont « **La première – et la principale- oppose les peuples du Bénin (comme du Burkinabè) dans leur ensemble à l'impérialisme international, français en particulier et à la bourgeoisie bureaucratique et comprador, son complice...».**

Ainsi, lorsqu'on parle de l'impérialisme international, on dit par là qu'en dehors de l'impérialisme français, il y a d'autres puissances impérialistes dans nos pays ; mais l'impérialisme dominant est « l'impérialisme français »

Pourquoi disons-nous que l'impérialisme français est dominant et quels sont les éléments de sa domination ?

Nos Pays demeurent des colonies françaises badigeonnées sous appellation trompeuse de pays indépendants simplement dotés d'un drapeau, un hymne et un siège à l'ONU.

Ils ne disposent en fait d'aucun des attributs de souveraineté d'un Etat : la monnaie, la défense, la langue, la diplomatie, les leviers économiques stratégiques.

1°-Ainsi la monnaie, est maintenue aux mains de la France avec son appellation coloniale Franc des Colonies Françaises d'Afrique ;

2°-Pour la défense et la sécurité : Les troupes françaises, sous des accords coloniaux de défense, stationnent dans les colonies et surveillent étroitement, prêtes à intervenir aux moindres secousses populaires ; les écoles de formation militaires sont aux mains d'officiers français (ou formés dans les écoles

militaires françaises, sans oublier l'armement de nos armées. La police et les services de renseignements sont aux mains des Officiers de renseignement français etc. Toutes les administrations centrales stratégiques militaires sont étroitement sous surveillance des représentants physiques du Gouvernement Français (Etat-major général de l'Armée, Services centraux de renseignements,

3°-la langue française est proclamée langue officielle dans les Constitutions des Colonies dès 1960 alors qu'une telle disposition à cette date n'existait pas dans la Constitution française de 1958 et n'y a été insérée qu'en 1992 ;

4°-la diplomatie des nouveaux Etats se trouvait conservée aux mains de la France dans les instances internationales ;

5°- les richesses minières du sous-sol et du sol sont déclarées propriétés éminentes de la France ; les entreprises et les produits français ont droit de priorité et de monopole dans les Colonies proclamées indépendantes. Toutes les Régies financières sont étroitement sous surveillance de représentants physiques des Français blancs (Impôts Douane, Trésor etc.)

Tout cela a été l'objet d'un Traité secret, imposé aux Etats et aujourd'hui connu, sous le nom de **Pacte colonial**. » qui constitue en fait le « Programme Commun de Gouvernement » de tous les « Enclos français d'Afrique.

La Démocratie dans nos pays est une Démocratie de prisonnier, c'est-à-dire celle compatible avec les intérêts de domination française. Les institutions dites « d'Etat de Droit » comme le Conseil Supérieur de la Magistrature, le Conseil Supérieur de la Communication, au Burkina Faso, ne sont que des Institutions au service de la France Coloniale). Institutions dont le Journal déplore la destruction ! Les Programmes de gouvernement de nos Pays avec les Constitutions, sont les traductions de ce Programme Commun de Gouvernement avec peut-être quelques petites spécificités.

Outre cela, la colonisation française a constitué au Burkina une société, la société actuelle officielle, éduquée et dressée dans la langue et la culture françaises

Aucune des autres puissances impérialistes exerçant dans nos Etats dits francophones n'a autant d'éléments de domination.

Cela a-t-il changé ? Peut-y avoir changement de l'impérialisme dominant sans changement de ces paramètres ?

Ou bien les seuls accords de défense signés avec la Russie font déjà de cette puissance l'impérialisme dominant au Burkina Faso ? La Russie possède-t-elle déjà et la langue, et la monnaie et la propriété des ressources du Burkina Faso et le contrôle de toute une partie de la société burkinabè ?

Enfin dans le cas d'espèce, l'impérialisme dominant, la France déclare la guerre à un pouvoir, celui du MPSR-2 d'Ibrahim Traoré parce que celui-ci s'attaque à des intérêts impérialistes français ; le PCRV aussi déclare la guerre à ce même pouvoir ; autrement dit, se met du même côté que la France pour frapper la même cible. Voilà la réalité.

C'est simplement la négation de la Contradiction principale, la négation de l'objectif stratégique des luttes du peuple du Burkina Faso ; c'est simplement de la collaboration avec l'ennemi ; rien de plus.

III- L'APPRECIATION DE LA GUERRE ET DU TERRORISME AU SAHEL.

Au déclenchement de la guerre coloniale française au Mali en 2012, voici ce que nos trois Partis réunis à Cotonou ont adopté en « Déclaration conjointe »

« -Au regard de la gravité de la situation dans la sous-région ouest-africaine et particulièrement au Mali, les Partis politiques soussignés réunis à Cotonou ce jour 08 Mars 2013, ont décidé de rendre publique la Déclaration que voici :

Le vendredi 11 janvier 2013, l'impérialisme français sous la conduite de François Hollande déclenche une guerre d'agression néocoloniale au Mali avec le soutien des autres puissances impérialistes telles celles de l'Union Européenne et les USA. Les gouvernements des pays membres de la CEDEAO servant d'appui dans cette intervention armée avec l'envoi des troupes comme forces supplétives de l'armée française. ...

En réalité, comme nos trois partis (PCB- PCRCI- PCRV) le soulignaient dans leur déclaration conjointe du 10 décembre 2012, les enjeux véritables de cette guerre réactionnaire néocoloniale, sont :

- *Politiques, géostratégiques, et militaires en rapport avec la lutte pour le repartage du monde et du continent africain :*
- *Economiques (accès au pétrole du golfe de Guinée, de l'uranium du Niger et des métaux précieux dont regorge la sous-région, de l'énergie solaire, du cacao, du café, etc.)*
- *La lutte des impérialistes anglo-saxons (USA, Grande Bretagne) et français pour contrer la pénétration dans la sous-région de nouveaux acteurs tels que la Chine, l'Inde, le Brésil, etc. ;*
- *La volonté des puissances impérialistes d'étouffer toute sorte de contestation des masses populaires acculées à la misère et souffrant du manque de liberté politique, ainsi que de la répression exercée sur elles par des pouvoirs corrompus, leur volonté d'écraser tout mouvement révolutionnaire insurrectionnel.*

L'impérialisme français avait, en fait programmé et minutieusement préparé cette agression au Mali par une suite d'actes... ...

...

En intervenant militairement au Mali, l'impérialisme français l'a fait pour réaliser un plan réactionnaire qu'il a élaboré depuis des années 1950 avec le projet de l'OCRS (Organisation Commune des Riverains du Sahara) pour diviser les peuples du Mali et d'autres pays de la zone sahélo-saharienne (Algérie, Niger, Mauritanie, Burkina-Faso) pour faire main basse sur les immenses richesses dont regorge cette zone.

Les Etats membres de la CEDEAO et de l'UA ont été entraînés dans la guerre réactionnaire néocoloniale en cours au Mali par l'impérialisme français au mépris des aspirations et de la sécurité des peuples de ces Etats. .. C'est pourquoi nous, PCB, PCRCI et PCRV, signataires de la présente Déclaration :

1°- Condamnons cette guerre injuste menée contre la souveraineté du peuple malien et ses intérêts légitimes.

2°- Déclarons que cette guerre n'est pas seulement dirigée contre le peuple malien mais contre l'ensemble des pays et peuples de la sous-région ouest-africaine

3°-Dénonçons par conséquent la présence des troupes d'agression étrangère impérialistes au Mali, et dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest, (française, américaine, anglaise etc.) y compris celles des pays membres de la CEDEAO et de l'UA. et exigeons leur départ immédiat » (Fait à Cotonou le 08 Mars 2013-Parti Communiste du Bénin (PCB) ; Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire (PCRCI) ; Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque (PCRV) Burkina Faso).

En clair, la guerre qui se déroulait au Mali et dans la sous-région ouest-africaine selon la déclaration commune est une guerre d'agression impérialiste coloniale.

Aujourd'hui, la position du PCRV a changé. Il déclare que la guerre, qui est en cours au Burkina Faso est une « guerre civile réactionnaire » opposant des protagonistes bourgeois-pro-impérialistes. Ce n'est plus une guerre d'agression française avec les Groupes Armés Terroristes (GAT), comme instruments »

Nous savons que tant qu'existe dans un pays, un impérialisme dominant, toute échéance entraînant des luttes sociales, toute guerre dans ce pays, est soit suscitée par cet impérialisme dominant, soit dirigée contre cet impérialisme dominant. On ne peut parler de « guerre civile réactionnaire ». Les GAT, qui les finance ? Les entretient ? Se pose-t-on la question ? Les militaires au pouvoir affirment que ce sont des « substituts » des troupes françaises, équipées et entraînées par elles. Que donc, il s'agit d'une guerre d'agression française par « djihadistes interposés ». Que répond le PCRV de ces accusations ? En parlant de « guerre vile réactionnaire » et en occultant ces allégations qui couvre-t-on ? Si ce n'est l'impérialisme français devenu « Allié »

Qu'est-ce qui a changé entre temps pour permettre au PCRV de changer de position, de considérer la guerre en cours au Burkina Faso simplement comme une « Guerre civile réactionnaire » et non une guerre d'agression impérialiste ? Qu'est ce qui permet aujourd'hui au PCRV de séparer ce qui se passe au Burkina de ce qui se passe dans les autres pays du Sahel comme au Mali, au Niger et même chez nous au Bénin ?

Bref qu'est-ce qui a changé entre temps ?

IV- APPRECIATION DE LA NATURE DE CLASSE DES POUVOIRS ISSUS DES PUTSCHS AU MALI, AU BURKINA FASO ET AU NIGER ET LA QUESTION DU PUTSCHISME.

Comme il est écrit dans le Journal « Bug-Parga », « le MPSR-2 » et son Chef le Capitaine Ibrahim Traoré ne sont ni de près ni de loin des révolutionnaires » ; Oui, certes, nous convenons. Mais le caractère révolutionnaire d'une classe ou d'un Individu dépend des étapes de la Révolution et des tâches qu'ils sont conduits à mener. Au sens de la RNDP tel que retenu par nos Partis, ni le MPSR-2 », ni Ibrahim TRAORE ne sont des révolutionnaires. D'ailleurs, comme son homologue Assimi GOITA l'a déclaré publiquement, ils ne sont pas révolutionnaires et ils ne s'en réclament d'ailleurs pas. Mais s'ils accomplissent les tâches de liquidation du Pacte colonial (spécifique aux Colonies françaises), par exemple en supprimant le franc CFA, en rompant les accords de dépendance de type coloniale tels les accords de sujétion de

défense, de l'instruction publique et l'éducation, de la dépendance institutionnelle culturelle et linguistique, du retrait de la main mise sur nos ressources naturelles et autres, bref s'ils mettent fin au régime de Pacte colonial, ils auront accompli une révolution patriotique et à ce titre sont « révolutionnaires »

Cela dit voyons un peu l'analyse de classe des pouvoirs militaires de transitions du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

Voici les analyses de notre Parti adoptées à son 7^{ème} Congrès en décembre 2023.

« La Révolution démocratique, patriotique et anti-impérialiste a éclaté en Afrique de l'Ouest sous domination française. Depuis un certain temps, de puissants mouvements populaires ponctués par des coups d'Etat et des déclarations et prises de position anti-impérialistes des nouveaux gouvernants, avec l'exigence d'un autre ordre social, se déroulent dans notre sous-région. Il s'agit d'une Révolution anti-coloniale française ayant pour cible la suppression du Pacte colonial. Les éléments de cette Révolution apparaissent nettement :

- dénonciations des accords de type colonial par les nouvelles autorités, la dénonciation des accords de défense, l'exigence du départ des bases militaires françaises des pays, la fin du CFA, dénonciation de la suprématie de la langue française dans nos administrations et justice, la levée des pillages des entreprises et monopoles colonialistes de type Bolloré, Colas, Bouygues, etc. Des mots d'ordre tels « France Dégage ! Troupes françaises hors de nos territoires, droit de choix de nos partenaires stratégiques ; droit de souveraineté sur nos ressources, droit de leur transformation sur place, etc. sont autant de débuts de remises en cause des éléments constitutifs du Pacte colonial. La libération le 14 Novembre 2023 de Kidal représente du point de la portée, l'amorce de la deuxième indépendance des colonies françaises d'Afrique.

Pourquoi cette révolution s'exprime-t-elle sous forme de coup d'Etat ? Parce que- 1°- il y a la faiblesse des organisations progressistes révolutionnaires devant diriger et canaliser ce courant ; 2- La révolte de jeunes officiers patriotes se retrouvant face à un double constat : l'action de la France comme manipulatrice et commanditaire des Terroristes semeurs de mort d'une part, et d'autre part, la connivence des Gouvernants africains avec le gouvernement français.

Cette révolution conduite par des officiers patriotes, et non par des forces révolutionnaires organisées, ne doit par conséquent, ni être surestimée, ni sous-estimée. Cela en situe les enjeux et la portée, et les limites. La question essentielle se situant dans la détermination de la contradiction principale qui est actuellement celle opposant l'impérialisme français exerçant une domination de type colonial, sur différents peuples de ces pays.

Jusqu'où iront ces révolutions ? L'on ne peut le dire en ce moment. Mais cela nécessite soutien de toutes les forces,

véritablement patriotiques. Ce qui est certain, c'est que la domination de type colonial français prend inexorablement fin. Ceci aussi dans le contexte du bouleversement mondial en cours, avec le déclin du groupe de l'OTAN avec suprématie US et la montée des forces de gauche dans le Groupe dit des BRICS » (Textes du 7^{ème} Congrès du PCB décembre 2023)

Du point de vue de la nature de classe, c'est les représentants de la couche supérieure de la petite bourgeoisie, de la bourgeoisie moyenne patriote, et même d'une frange marginale de la bourgeoisie bureaucratique révoltée par le régime du Pacte colonial, traduit par la connivence constatée sur les champs de batailles entre les Terroristes et leurs Gouvernements respectifs. Cela en situe les limites. La tendance de la petite bourgeoisie est de se transformer en bourgeoisie moyenne, celle de la bourgeoisie moyenne à se transformer en Grande bourgeoisie. La position politique adoptée est celle de la bourgeoisie nationale voulant conserver un marché national. Cela dit, étant détenteurs désormais de l'appareil d'Etat et donc d'énormes moyens de production, la tendance des dirigeants de ces Pouvoirs patriotiques, une fois la base économique de l'impérialisme français liquidée, sera de s'appropriier eux-mêmes ces bases et entreprises des monopoles impérialistes et s'allier à d'autres puissances impérialistes pour la gestion des biens de l'Etat patriotique. Ils pourraient se transformer en Grands bourgeois patriotes ou en bourgeois compradores et retomberaient sous une autre dépendance néocoloniale. Cela bien sûr, si et je dis si, il n'y a pas dans ces pays des Partis de la classe ouvrière pour conduire la Révolution patriotique en RNDP ou RNDPA.

A propos du putschisme.

A ce sujet, voici ce qui y est écrit « Le putschisme, est partie intégrante du mal néocolonial comme l'électoratisme bourgeois. Ils sont tous les deux des modalités alternatives de refondation de l'Etat néocolonial pro impérialiste pour la perpétuation de l'exploitation féroce de la classe ouvrière et du peuple. Fondamentalement et sur la base de l'expérience de notre peuple, le PCRV affirme que le putsch, ne rompt pas et ne peut pas rompre avec le système néocolonial. Au contraire, il participe du replâtrage du système néocolonial ... »

Le putsch c'est l'interruption d'un processus constitutionnel par des Militaires. Et le putschisme, c'est la théorie qui consacre le putsch comme mode d'accession au pouvoir. Le putsch, c'est une opération qui se déroule en dehors du peuple. Et tout démocrate se doit de le condamner. Mais le putsch a ceci de commun avec la révolution que tous les deux interrompent un processus constitutionnel, avec la différence notable que cette dernière se fait par intervention du peuple.

Déclarer que, « le putsch, ne rompt pas et ne peut pas rompre avec le système néocolonial. Au contraire, il participe du replâtrage du système néocolonial ... », c'est comme une vérité

d'évidence. Mais on ne résout pas un problème concret par des proclamations de principe.

En méthode dialectique, et devant chaque évènement, il faut procéder à « une analyse concrète de la situation concrète ».

D'abord il est faux que « Le putschisme, est partie intégrante du mal néocolonial comme l'électoratisme bourgeois ». Qu'ils « sont tous les deux des modalités alternatives de refondation de l'Etat néocolonial pro-impérialiste pour la perpétuation de l'exploitation féroce de la classe ouvrière et du peuple ». En effet, le putschisme ou les putschs ne sont pas « des modalités alternatives de refondation de l'Etat néocolonial pro impérialiste », autrement dit le putsch n'est pas propre aux pays néocoloniaux. Le putsch est un mode opératoire de résoudre des contradictions de classe (au sein de la classe dirigeante) arrivées à un degré d'exacerbation. Les exemples du coup d'Etat du Général de Gaulle en 1958 en France ou des Œillets de 1974 au Portugal qui renversa la dictature de Caetano attestent de la fausseté de l'assertion.

Le putschisme comme théorie et mode d'accession au pouvoir est à condamner.

Mais il faut prendre les putschs comme cas particuliers et avoir une attitude différenciée.

En effet, si dans les néo colonies, les putschs constituent surtout pour la France des modes de réaménagements des valets et agents à la tête des Etats, chaque putsch concret doit être étudié pour voir de quelle contradiction il est la solution.

Dans les cas, objet de nos débats : Mali, Burkina Faso, Niger, les coups d'Etat intervenus sont plutôt des réactions au sein de l'armée contre la politique militaire française. Ce ne sont pas des coups d'Etat suscités par la France. Par contre, les cas du coup d'Etat de Doumbouya en Guinée Conakry et surtout de OliguiNguema au Gabon sont nettement d'inspiration française. Si les premiers sont plutôt patriotiques, les derniers sont purement réactionnaires.

V- DES POSITIONS DE STRATEGIE ERRONEES CONDUISANT AUX GRAVES DEVIATIONS DROITIERS DU PCRV ET LA CONFUSION SUR LES PRIORITES TACTIQUES DANS L'ETAPE DE LA RNDP : RAPPORT DEMOCRATIE ET PATRIOTISME

1°-La question stratégique qui se pose à cette étape de la lutte de nos peuples est la suivante : décoloniser ou démocratiser.

Autrement dit, la question qui se pose à nos peuples, est-ce la décolonisation ou la démocratisation « démocratie », entendue démocratie libérale avec élections à date fixe, multipartisme et autres oripeaux à l'honneur dans les grandes puissances impérialistes ?

Si nos pays dits francophones sont des « Enclos français », des colonies de nouvelle manière, que la démocratie dont nous jouissons dans ces Etats est la « démocratie de prisonnier, celle consistant à ces simagrées d'élections avec force fraude, violence et corruption pour nous parachuter des Chefs d'Etat,

choisis à l'Élysée, il faut comme première tâche, détruire la Muraille avant d'y exercer les libertés démocratiques, la primauté des choses est de décoloniser d'abord pour l'instauration de la démocratie, la vraie cette fois-ci. C'est dire que tous ceux qui s'accrochent aujourd'hui seulement au respect des libertés individuelles, sans référence d'abord à la suppression de la domination impérialiste, coloniale, font objectivement le jeu des colonialistes principalement français.

2°-- Des Insuffisances historiques de base d'où dérivent les graves déviations actuelles du PCRV.

Qu'est-ce qui peut expliquer cette descente aux enfers de ce Parti et son alignement tactique sur les positions de l'ennemi impérialiste.

Il faut remonter aux erreurs tactiques et simplement aux manques de tactique du mouvement populiste particulièrement féanfiste ayant régné dans le mouvement étudiant des années 1970 et dont ne s'est pas débarrassée le PCRV.

La FEANF, en tant que mouvement de masses d'étudiants ne pouvait avoir une stratégie. Cette Organisation populiste n'a pas la capacité d'adopter des positions stratégiques correctes notamment du primat de la décolonisation sur la « démocratie » le primat du patriotisme sur la démocratie.

Elle a dès 1960, défini comme l'objectif stratégique des luttes des peuples, à savoir la réalisation de la RNDP ou RNDPA (Révolution Nationale Démocratique Populaire Anti-Impérialiste).

Ces analyses sont fort justes. Mais la question du primat du patriotisme sur la démocratie interne ne pouvait être appréhendée par cette Organisation.

La FEANF a fait le contraire. Elle s'est évertuée à mettre les seules considérations démocratiques au détriment des considérations patriotiques. Cela constitue un mélange de genres.

L'exemple illustratif, c'est la condamnation sans appel dont a été l'objet le régime de Sékou Touré par la FEANF sous-direction idéologique d'Alfa CONDE dans les années 60-75. On a mélangé ainsi des considérations démocratiques et des considérations patriotiques et on a adopté le primat de la démocratie sur le patriotisme de Sékou Touré en butte à des agressions permanentes de l'impérialisme français. Dans ce sens, on s'est retrouvé du même côté que l'Impérialisme français pour combattre le régime de Sékou Touré. On ne se rend pas compte de graves problèmes existentiels qui se posaient au patriote Sékou Touré et des mesures nécessaires à prendre contre les ennemis agents français de Guinée.

C'est la même position qu'adopte actuellement le PCRV vis-à-vis du pouvoir de Transition au Burkina Faso

2°- Des graves défauts idéologiques du PCRV, base de sa dégénérescence : le dogmatisme, l'insuffisance théorique et tactique.

Le dogmatisme, c'est la mise en avant des principes sans une analyse concrète de la situation concrète.

L'exemple ici est leur position sur le putschisme et les putschs. On peut citer encore leur position têtue et inexplicable de leur maintien à la clandestinité ; le rapport entre le travail légal et le travail illégal, entre le travail souterrain et le travail ouvert. Et ce malgré les enseignements des bolcheviks et de Lénine en particulier ;

Le dogmatisme se traduit en phrase déclamatoire sans aucune considération tactique. Par exemple, la phrase suivante :

« Par contre le PCRV depuis sa création indique que le seul moyen pour conquérir l'indépendance véritable, la libération nationale et sociale de la Haute Volta dite Burkina Faso et mettre notre pays sur la voie du progrès économique et social passe par la réalisation de la Révolution Nationale Démocratique et Populaire (RNDP) par l'Insurrection Générale Armée, qui va permettre la formation d'un Gouvernement Révolutionnaire Provisoire (GRP), la convocation d'une Assemblée Constituante et l'instauration d'une République Démocratique et Moderne (RDM) pour la mise en œuvre du programme minimum du PCRV. » (Déclaration du PCRV en date d'Octobre 2023 à l'occasion du 44^{ème} anniversaire de la fondation du Parti_ ...) ou bien « Le PCRV et le mouvement démocratique et révolutionnaire constituent un obstacle majeur à la réalisation des plans funestes des impérialistes et leurs alliés locaux dont le MPSR-2, qui ne veulent plus voir en aucun cas se renouveler l'expérience de l'Insurrection Populaire de 2014 et la Résistance Populaire de 2015 » (Bug-Parga d'avril 2024). Et après par quel cheminement le PCRV accomplirait-il ces missions, conduire la révolution à la victoire ?

On chercherait en vain à trouver des considérations tactiques après la proclamation des principes.

Même le maintien de façon têtue de l'appellation « Haute Volta » du pays au lieu de Burkina Faso (dans la dénomination du Parti- Parti Communiste Révolutionnaire de Haute Volta) relève de la même veine dogmatique. Car en quoi l'appellation Haute Volta donnée par la colonisation française est-elle plus révolutionnaire que celle conférée par les Dirigeants burkinabè au pays ?

De façon synthétique, nous avons affaire ici à une ligne - gauchiste en apparence, en réalité « menchevik » populiste et opportuniste de droite, une ligne dogmatique et anti-dialectique de soutien à l'impérialisme colonial français,

C'est bien triste et piteux d'assister à une telle dégénérescence à la fois idéologique, théorique et tactique.

Cotonou, le 23/5/2024.

Philippe NOUDJENOUME

Le Premier Secrétaire du PCB.